

**Ecole Nationale
Supérieure de
Bibliothécaires**

**Université des Sciences
Sociales Grenoble II**

**Diplôme Supérieur
de Bibliothécaire**

**Institut d'Etudes
Politiques**

**DESS Direction de
projets culturels**

Projet de recherche



MISE EN RESEAU DES ACTEURS CULTURELS LOCAUX

AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE LA LECTURE:

ESSAI DE MODELISATION

• • •

NATHALIE BOIS

Directeur de recherche: YVONNE JOHANNOT

1990
DSB
H

1990

Pourquoi voulons-nous conquérir à la lecture la plus large part de la population?Quelle est la spécificité de cet objet auquel nous sommes tant attachés.
Yvonne JOHANNOT.

La seule lecture durable est celle qui s'enracine dans la vie même du lecteur en apportant une réponse à ses interrogations.

Bernard PINGAUD.

On ne bâtit de réseau solide qu'en acceptant les gens là où ils vivent et tels qu'ils sont.

Geneviève PATTE.

RESUME SIGNALETIQUE FRANCAIS

La mise en réseau des acteurs culturels autour de la lecture veut être la participation des hommes à une dynamique culturelle neuve:l'accroissement des compétences individuelles exigées par les sociétés ainsi que l'illettrisme la révèlent,la décentralisation la permet.

MOTS-CLES

Décentralisation;Collectivité locale;Réseau local;
Participation sociale;Lecture

-

ABSTRACT

Building up a local network with cultural agents round reading consists of a new cultural dynamics based on social participation:the growing demands of societies and illiteracy have brought it to light,decentralization makes it workable.

KEY WORDS

Decentralization;Local community;Local network;
participation/Reading.

S O M M A I R E

PROJET DE RECHERCHE

| | |
|--|------|
| SUJET DE LA RECHERCHE | p.2 |
| PROBLEMATIQUES ET POSTULATS DE TRAVAIL | p.2 |
| LE CONTEXTE D'APPLICATION | p.3 |
| - contexte géographique (p.4) | |
| - contexte humain (p.4) | |
| METHODOLOGIE PREVISIONNELLE D'ACTION | p.7 |
| ETAT PROVISoire DU D.E.S.S. | p.10 |

BIBLIOGRAPHIE

| | |
|-------------------------------------|------|
| SOMMAIRE | p.12 |
| INTRODUCTION METHODOLOGIQUE | p.13 |
| NOTE A L'INTENTION DES UTILISATEURS | p.13 |
| BIBLIOGRAPHIE | p.14 |

Notre société contemporaine connaît deux évolutions, politique et sociale: la décentralisation et l'ensemble des redistributions de pouvoir qu'elle implique d'une part, la découverte du phénomène de l'illettrisme et de la faible lecture généralement associés à des situations socio-économiques difficiles d'autre part.

L'objet de notre recherche consistera à envisager un développement global de nos sociétés de post-crise fondé sur le croisement de ces deux volets: décentralisation et pratiques des écrits.

Notre sujet de recherche constitue une des facettes possibles d'un développement local fondé sur une pratique culturelle. Il s'agira de réfléchir aux modalités de mise en réseau des acteurs de la vie culturelle au sein d'une commune autour d'une politique de la lecture.

Cette mise en réseau s'entend comme une réunion de conditions favorables à la coopération, une densification du tissu relationnel.

Eu égard à la modestie de la commune concernée, les acteurs de la vie culturelle sont entendus au sens le plus large de son acception: tous les individus, organismes publics, privés et associatifs désireux de s'inscrire dans un réseau relationnel élargissant leurs actions respectives par l'éclairage de la pratique des écrits.

Notre problématique: En quoi une mise en réseau autour d'une politique de la lecture peut-elle participer d'une redynamisation économique et sociale?.

-La notion de mise en réseau nous semble pleinement justifiée car elle s'intègre dans l'esprit de la loi de décentralisation du 02 mars 1982. G. Defferre présentant ce projet de loi dit: "C'est un acte de confiance dans les Français, dans leur capacité de se gérer eux-mêmes". Or notre projet s'appuie effectivement sur une volonté de prise en charge par un acteur culturel local d'un projet précis.

La structure que nous présentons se veut un agent de maturation de la citoyenneté et un moyen d'exercice d'une démocratie participative.

-Le choix de la lecture comme objet des actions mises en oeuvre est capital et réfléchi.

La reconnaissance officielle de l'illettrisme, l'émergence consécutive d'un nouveau champ d'interrogation sociologique affirment la maîtrise (technique et intellectuelle) des écrits comme moyen primordial d'intégration sociale et d'échec à la marginalisation subie. La lecture n'est pas un acte culturel comme les autres c'est une pratique symbolique dont, plus que les autres pratiques culturelles, peuvent se détacher les fonctions pratiques et sociales directes.

-La rencontre de ces deux choix aboutit à l'idée de mise en réseau autour de la politique de la lecture. Cette réunion nous semble appropriée car l'enjeu est une reconstitution d'un tissu social qui s'alimentera de l'interaction entre un travail commun et multidisciplinaire des acteurs culturels et une pratique des écrits. Cette dernière est, on le sait, solidifiée lorsque le lecteur/scripteur est inséré dans un maillage social dense et constitue par ailleurs un acte de maturation sociale et individuelle.

Des postulats président à l'élaboration théorique de cette mise en réseau:

-Pour que l'implantation d'une structure de coordination des acteurs culturels réussisse, il est nécessaire qu'elle s'adapte et corresponde étroitement au lieu d'application: les spécificités démographiques, sociales et économiques, les acteurs potentiels, leurs moyens et disponibilité devront être connus.

De cette position initiale naît un concept qui nous suivra tout au long du projet: l'hétérogénéité. Hétérogénéité des pratiques lectorales d'une population prise dans son ensemble sur son lieu de vie; hétérogénéité des vocations et moyens dont disposeront les acteurs concernés. Nous découvrons donc un postulat dérivé qui s'énonce ainsi: la diversité des expériences, habitudes et techniques lectorales est un facteur positif pour le réseau relationnel à construire.

-La structure n'est pas polyvalente car elle s'articule autour d'une politique de lecture et pour elle. La reconnaissance et l'utilisation des pratiques identifiées localement est donc nécessaire: pratiques culturelles, pratiques de lecture, évaluation des besoins. Cette spécificité du réseau greffé sur les pratiques existantes en matière de lecture ne permet pas d'envisager son transfert à d'autres collectivités locales, en l'état du moins; plus encore elle ne permet pas d'appliquer cette construction à d'autres pratiques culturelles.

Ce projet, dont nous venons d'exposer les modalités intellectuelles et théoriques, fera l'objet d'une application au cours du stage accompagnant notre mémoire de D.E.S.S.. Nous proposons de décrire le contexte d'application dans ses lignes majeures qui sont aussi les spécificités sur lesquelles le projet devra s'étayer. Nous tenons à préciser qu'en l'état actuel des recherches, le tableau que nous allons dresser ne peut être que grossier: des références n'ont pu être que repérées et non approfondies; des acteurs n'ont été qu'identifiés et non contactés. Ces lacunes seront comblées dès les premiers jours de notre présence sur les lieux du stage.

-Le contexte "géographique": la commune, Bessèges, est située dans le Gard, aux portes du Parc National des Cévennes à une trentaine de kilomètres au nord d'Alès. Chef-lieu d'un canton de cinq communes et bourg central d'un "pays", elle parvient à drainer par le biais d'activités commerciales et éducatives environ 7000 personnes. La commune comptait en son sein, au recensement général de la population de 1982, 4352 habitants. Ayant largement fondé son développement économique sur l'exploitation du charbon et du bois, Bessèges souffre aujourd'hui de la désindustrialisation. Cette crise s'illustre au plan démographique par un faisceau de données:

-la commune est moins peuplée aujourd'hui qu'au XIXème siècle. En 1881, on comptait 11404 habitants, ils sont en 1989 près de 3 fois moins nombreux. Ce déclin relativement continu s'est cependant accéléré depuis les années 60.

-cette tendance résulte du cumul de deux soldes résolument négatifs. Le solde naturel (naissances/décès) contribue de plus en plus lourdement au déficit démographique (-108 en 1962; -358 en 1968; -381 en 1975). Le solde migratoire (entrées/départs) est plus radical encore (-289 en 1962; -508 en 1968; -522 en 1975). Les variations entre 1982 et 1989, non encore connues, ne laissent supposer aucun retournement de tendance.

La situation est donc claire: la population qui reste est sujette à un vieillissement marqué. Parallèlement les actifs susceptibles de relever le taux des naissances choisissent massivement de quitter la commune où les possibilités d'emplois sont trop réduites: ils alimentent ainsi le déficit migratoire et la faiblesse du taux de natalité.

Le salut immédiat de Bessèges réside donc dans sa capacité à maintenir les actifs résidants (population réelle et virtuelle (potentiel de naissances)). Cependant cette stabilisation ne serait qu'artificielle et de courte durée sans redéfinition d'un moteur économique local. Ces caractères économiques s'accompagnent, à Bessèges comme ailleurs, de données sociologiques (chômage, précarité) qui affirment le besoin particulier d'un "soutien à la lecture" comme facteur de réinsertion et de participation à la vie active.

-Le contexte humain: 1- les acteurs potentiels de la mise en réseau

-L'Association Française pour la Lecture: c'est en partie la présence des caractères décrits ci-dessus qui a provoqué l'implantation par l'A.F.L. d'un centre de travail à Bessèges. Un projet de mise en réseau était inscrit dans les objectifs de cette installation; l'A.F.L. est donc le promoteur principal de cette initiative.

Cette association s'est créée principalement autour de chercheurs de l'Institut National pour la Recherche Pédagogique, soucieux de

s'en distancier afin de permettre l'entrée dans une structure de recherche souple des "non chercheurs" et de disposer d'une latitude plus grande pour mener des actions expérimentales.

L'association travaille sur les difficultés de lecture et d'écriture et s'efforce de proposer des théories et solutions originales:

1-un volet techniciste développe l'idée d'un entraînement intensif à la lecture permettant de dégager l'acte lexique (visuel) de l'oralisation afin de permettre une efficacité accrue de la mémoire. La compréhension du sens du texte en est améliorée.

2-Un volet social affirme qu'une des raisons des difficultés en lecture est la prise en charge par l'école seule de cette pratique. Il est donc avancé la nécessité pour les individus en société de réintégrer la lecture et la pratique de l'écrit dans la vie quotidienne. Cet acte de réappropriation et de responsabilisation d'une collectivité entière est exposée, dans ses enjeux, conditions et modalités, par J. Foucambert dans un texte fondateur: "la charte des villes-lecture". Le principe en est le suivant: pour répondre aux exigences démocratiques, aux défis économiques et culturels contemporains, la maîtrise collective des moyens de production du sens et l'usage des écrits sont des nécessités impérieuses. L'un des moyens consiste à permettre la prise en main par la collectivité de cet enjeu. La commune, revisitée par la décentralisation, paraît le cadre idéal car elle est le lieu de vie des gens, s'y cotoient les réseaux croisés de la sociabilité (familiale, de voisinage, d'éducation, de santé, de loisir...). La collectivité locale semble être le meilleur partenaire pour coordonner les actions d'une politique cohérente.

Ce texte, sur lequel nous nous appuyerons et auquel nous confronterons les réalités et difficultés rencontrées dans le cadre de vie d'une population, a fait l'objet d'un accord entre la précédente équipe municipale bessègeoise. Bessèges est donc une Ville-Lecture.

-La bibliothèque municipale. Créée sous les auspices conjoints de l'A.F.L. et de la municipalité, elle a ouvert en janvier 1990 et compte aujourd'hui environ 250 lecteurs. Elle organise des actions mettant en jeu des réseaux de population et permettant à la bibliothèque de sortir de ses murs (exemple d'une exposition sur le petit enfant et la lecture impliquant parents, enfants des écoles et collèves comme frères et soeurs, libraire et commerçants divers...).

Le secteur associatif riche .46 associations ont été identifiées (dont 19 ont un caractère sportif):elles représentent le rassemblement d'individus différents par leurs horizons familial,de travail,... autour d'un même centre d'intérêt.Ce carrefour où chacun est arrivé par des voies différentes constitue le fondement des actions à mener.

Un non acteur provisoire:la municipalité.L'accord étroit qui existait entre l'A.F.L. et la municipalité s'est rompu aux dernières élections municipales qui ont porté à la mairie une nouvelle équipe.Apparemment plus par principe que par opposition fondamentale,ces deux acteurs coexistent dans un climat de tension variable.Nous disposons donc d'une situation de non consensus autour du projet:nous ne pourrons compter sur la coopération de la mairie;il nous semble cependant salutaire d'envisager,en cas de réussite du projet,un ralliement des élus à la mise en réseau.Il nous semble en effet improbable que des élus rejettent longtemps un effort de développement global du territoire qu'ils ont en charge.

2-vers qui diriger les actions?

Nous l'avons dit déjà,l'ensemble de la population devrait,à terme,se sentir concernée par le réseau relationnel construit autour de l'écrit.

Outre cette population permanente,une des spécificités de la commune est l'accueil de populations de passage tout au long de l'année.Elles se déclinent en deux groupes:l'un est constitué d'estivants, l'autre des classes transplantées au centre de l'A.F.L.(Centre National des Classes Lecture) au cours de séjours où adultes(enseignants,formateurs...)et enfants se sensibilisent aux activités de production d'écrits,à la maîtrise de la bibliothèque...

En résumé,si l'on tente de problématiser les spécificités de Bessèges en les resituant dans un contexte global,il s'agira de s'interroger sur le positionnement de la commune dans le contexte politique:dans un contexte de décentralisation qui préconise la coopération entre acteurs locaux et leur responsabilisation,comment envisager un développement local sans consensus entre le promoteur du projet et la municipalité?comment éviter que,dans un climat d'exacerbation du contexte politique local,la structure mise en place ne devienne elle-même un instrument de positionnement sur l'échiquier politique local?

Dans le domaine économique, comment réduire l'écart entre un horizon ne s'étant pas détaché d'une économie de transformation de matières premières et une économie actuelle portée par le secteur tertiaire requérant des qualifications de haut niveau et détachée des problèmes de localisation?.

Au centre d'un triangle reliant l'économique, le social et le culturel, la mise en réseau pourrait être une occasion pour les individus de prendre en compte leur situation culturelle, leur histoire commune, leurs qualifications et leurs capacités créatrices. Nous voyons là un des premiers jalons possibles d'une redynamisation d'un espace par la détermination de ses hommes à se construire un avenir.

Notre méthodologie prévisionnelle d'action

A l'origine du projet de développement local dont la première pierre sera la mise en réseau autour d'une politique de la lecture, se trouve:

-la volonté de toucher l'ensemble de la population sur son lieu de vie et dans la complexité de ses pratiques et références sociales et culturelles.

-la volonté de l'A.F.L. de réaffirmer son voeu de "déscolarisation" de la pratique des écrits resté en marge de son action locale jusqu'à présent. Elle compte par cette initiative changer son image auprès des Bessègeois et par là même (ré)engager le processus de mise en réseau qui reste son objectif premier.

La mise en réseau est donc à la fois l'instrument de ce changement et l'illustration d'une politique de lecture cohérente dans l'espace local.

Première étape: l'analyse approfondie de l'existant

Etude des acteurs potentiels de la mise en réseau: leurs activités et réalisations, leurs moyens financiers et techniques, leur rayonnement...

D'ores et déjà nous savons que nous constaterons un fort déséquilibre entre une masse d'associations et d'individus aux moyens et activités assez réduites et l'A.F.L./B.M. aux moyens techniques (radio, P.A.O.) et documentaires (B.M. et B.C.D.) plus étendus.

Deuxième étape: la définition des cibles

L'objectif est de sensibiliser l'ensemble de la population par le truchement des réseaux de sociabilité les plus divers. Nous décidons de segmenter la population selon un critère large d'organisation.

Les organisés: associations

Choix de quelques associations motivé par le souci de représenter globalement les activités menées localement et de trouver un équilibre au regard de la position de chacune des associations sur l'échiquier politique local.

Les non organisés

Contact avec des individus identifiés comme des "figures" locales et connus de tous.

Troisième étape: stratégie auprès des deux cibles

Propositions aux organisés

-participation à une émission radio autour du centre d'intérêt que constitue l'activité de l'association. Au cours de l'émission: présentation de l'association, de ses activités et projets; travail de réflexion (discussion/débat) sur l'image de leur activité au regard de la presse, littérature, B.D., documentaires... (réflexion critique).

-réalisation d'une brochure signalétique que l'association pourra réutiliser librement (publication, diffusion auprès des adhérents effectifs et potentiels...).

On compte sur l'effet publicitaire et de valorisation de leurs activités pour voir les associations adhérer à cette entreprise.

Proposition aux non organisés

-Rencontre avec les deux ou trois "figures" de Bessèges; interview en vue de l'établissement de monographies.

L'ensemble de la conception de ces produits pourra et devra dans la mesure du possible faire l'objet d'un travail concerté avec les groupes présents au Centre National des Classes Lecture (effet d'échange d'expériences, confrontation et intégration de la population de passage à la localité d'accueil).

Cette étape a pour fonction d'amorcer un travail de coopération (associations/A.F.L. et associations entre elles) mais aussi de détecter des pistes de travail dans le long terme.

Impact attendu des émissions: toucher la population-membre des associations concernées, la population d'environnement familial, professionnel et amical du premier groupe, la population de hasard se trouvant à l'écoute.

des brochures: les associations choisies y voient un objet de valorisation; les autres (non retenues) peuvent y déceler l'intérêt d'une participation au réseau; la valorisation de la B.M., instrument capital à la réalisation des produits.

des monographies: provoquer l'intérêt de la population autour d'un écrit concernant une personne connue, relevant de son environnement proche. Peuvent surgir d'autres personnages...

Quatrième étape: les suites et prolongements

Lors de ces étapes d'approche, notre attention devra être en éveil afin de détecter les possibilités de travail et de coopération dans le long terme. Il faudra être particulièrement attentif:

-aux éventuelles productions d'un autre genre que peuvent susciter les participants.

-aux modalités de coopération qui peuvent naître: travail régulier de documentation écrite sur des centres d'intérêts (on songe au sport et à l'éventuel réperçussion que pourrait avoir un centre de ressources sur ce thème dans une commune qui accueille des "estivants-sportifs"....)

-aux destinées des produits qui auront été d'ores et déjà réalisés:peuvent-ils avoir des suites?

Si des suites peuvent être envisagées,il est nécessaire de penser le devenir des produits.Pour que les textes,enregistrements...alimentent les réseaux relationnels,ils doivent être accessibles(duplication,diffusion,mise à disposition dans des lieux réfléchis:B.M.,B.C.D.,Centres de loisirs,siège des associations,marché...).

Ces produits représentent des coûts(surtout s'il y a prolongement).Il sera donc nécessaire de prendre des contacts avec des instances nationales et régionales susceptibles de conseiller ou de dégager des subventions(D.L.L.,G.P.L.I.,Conseil régional,Agence de Coopération...).

Des contacts de même nature pourront être envisagés avec des établissements de lecture publique intéressés par la diffusion de tels écrits:on pense dès maintenant à la B.C.P. qui pourrait jouer les relais entre les B.M. du canton d'Alès et de la Grand-Combe au passé économique commun(ceci pourrait concerner particulièrement les monographies).

De même,les musées et centres de la mémoire industrielle locaux peuvent y voir un éclairage intéressant.

On perçoit bien que la réflexion devra dès lors faire apparaître les implications économiques et intellectuelles relatives à la production écrite et audio-visuelle(droit d'auteur,Dépôt légal...).

On le voit,les écrits produits permettront de cristalliser un fonds commun partagé,des expériences et compétences et de dynamiser les individus d'une communauté autour d'un projet sur l'écrit valorisant à la fois ses participants et la commune.

Cette image positivée doit alors sortir de ses frontières communales et rayonner localement.

Cette présentation des étapes que nous entendons suivre permet de mettre en évidence la fragilité du projet qui constitue aussi son fondement:la réussite ou non réussite du contact avec les acteurs culturels et entre eux,leur disposition plus ou moins grande à participer à une initiative peu commune.

La sensibilisation et la motivation des agents culturels à l'écrit sont en effet au centre de ce projet.Pourquoi et comment seront-ils prêts à s'engager dans cette entreprise qui fait de la lecture un des pivots d'un groupe social?

Les promoteurs de cette initiative agissent pour aviver cette motivation et l'érigent en postulat de travail.Ce projet n'est-il pas aussi l'occasion de vérifier le degré de cette motivation?L'infirmier ou la confirmer n'est-ce pas se donner les moyens de réfléchir à la véritable place que la société civile accorde à la lecture?

ETAT PROVISOIRE DU D.E.S.S.

PARTIE I

LES CONDITIONS D'ELABORATION DE LA MISE EN RESEAU

I-LE CADRE INTELLECTUEL DE LA REFLEXION

1-Sociologie de la lecture:état de la recherche et grands orientations actuelles

1.1-Quand la lecture pose problème à la société:illettrisme et faible lecture

1.2-Pratiques marginales de lecture

1.3-Analyse critique et positionnement de la présente recherche.

S'interroger sur l'apport d'une recherche qui impliquerait les individus dans leur hétérogénéité quotidienne(dans la vie courante,illettrés,faibles et gros lecteurs se cotoient)et sur les lieux même de leurs pratiques culturelles(lieu de travail, d'activité sportive,de loisirs...)

2-Mouvement de décentralisation:esprit et faits

2.1-Esprit général de la réforme et culture

Effets attendus de la réforme dans les collectivités locales:démocratisation de la vie politique locale,responsabilisation des instances élues...

2.2-Politique culturelle et communes

Antériorité de l'engagement des communes dans les actions culturelles.Existe-t-il pour autant un consensus local autour des affaires culturelles?

2.3-Un projet de démocratisation de la vie culturelle locale:une réflexion critique sur la charte des Villes-lecture

II-LE CADRE SPECIFIQUE

1-Les données locales:préalables à l'action culturelle
Situation géographique

Conditions socio-démographiques,économiques...

2-La réflexion d'un des acteurs du projet:l'A.F.L.

Qu'en est-il des Villes-lecture?

Où en est la "déscolarisation"?

Quelle intégration pour l'A.F.L. à Bessèges?

PARTIE II

LA MISE EN RESEAU EN ACTES

I-POSTULATS THEORIQUES D'ELABORATION

II-LES OBJECTIFS

III-MISE EN OEUVRE

1-Les acteurs

2-Les cibles

3-Les réalisations et leurs effets

IV-BILAN/PROLONGEMENTS ATTENDUS DANS LE LONG TERME

PARTIE III
ESSAI DE MODELISATION

I-UN MODELE ALTERNATIF

Lorsqu'un projet culturel n'est pas inscrit aux priorités de l'équipe municipale...L'exemple d'une prise en charge par d'autres organes.

II-SUR LA POSSIBILITE DE MODELISER UN PROTOTYPE

Ce que doit être un modèle.

Dans quelle mesure peut-on énoncer un modèle lorsque l'adéquation aux spécificités locales a servi de fil directeur au projet?

III-DE LA POSSIBILITE D'IMPLANTER EN D'AUTRES LIEUX UNE MISE EN RESEAU AUTOUR D'UNE POLITIQUE DE LA LECTURE

Réflexions sur la particulière adaptation des pratiques de lecture à une mise en réseau d'acteurs culturels qui se donne pour objectif de renforcer les cadres de sociabilité.

B I B L I O G R A P H I E

| | |
|---|---------------|
| I-LA LECTURE : THEORIES ET PRATIQUES | p14-20 |
| <u>LA LECTURE EN PRATIQUES</u> | p14 |
| -Données générales (p14) | |
| -Sociologie de la lecture (p14) | |
| -Pratiques et publics spécifiques (p15) | |
| <u>LORSQUE LA LECTURE POSE PROBLEME</u> | p16 |
| -Identification du phénomène (p16) | |
| -Discours sur l'illettrisme:le politique et la lecture (p17) | |
| <u>LES LECTURES PRISES EN CHARGE PAR LA SOCIETE</u> | p18 |
| -Propositions (p18) | |
| -Réponses en actes (p19) | |
| o o o | |
| II-DECENTRALISATION ET VIE LOCALE | p21-24 |
| <u>DECENTRALISATION:INFORMATIONS,REFLEXIONS</u> | p21 |
| <u>DECENTRALISATION ET COLLECTIVITES LOCALES: nouveaux acteurs,nouveaux pouvoirs</u> | p21 |
| <u>ACTION CULTURELLE ET VIE LOCALE</u> | p22 |
| -Expériences et théorisation (p22) | |
| -Les données locales préalables à l'action culturelle (p24) | |

BIBLIOGRAPHIE

Introduction méthodologique

Notre projet de recherche nous a conduit à penser deux thématiques autour desquelles il s'articule. Deux objectifs majeurs ont dirigé notre quête bibliographique:

-Il s'agissait de faire état de la recherche actuelle afin de se situer par rapport à elle. En sociologie de la lecture comme en politique culturelle décentralisée, ce fut l'occasion de préciser l'originalité de nos choix méthodologiques.

-Il s'agissait encore de constituer un ensemble de connaissances que nous serions à même d'exploiter lors des propositions d'action sur le "terrain". Ces orientations thématiques et objectifs sont encore visibles dans l'organisation physique de cette bibliographie. Elle illustre d'autre part un souci d'organisation:

A l'intérieur de ces deux volets (lecture et décentralisation), nous avons créé des divisions et subdivisions thématiques alimentées par des références qui tissent entre elles des correspondances fécondes. Des chapeaux introductifs s'efforcent de mettre en évidence ces relations et l'intérêt qu'il y a à confronter les contenus intellectuels des travaux en question.

Au sein de ces ensembles bibliographiques, des titres font l'objet d'un commentaire spécial: ces quelques lignes ne se veulent pas un résumé mais tentent d'attirer l'attention du lecteur sur l'apport de l'ouvrage à notre recherche.

On comprendra dès lors que ces commentaires aient été réservés aux références qui nous ont semblé majeures.

Cette bibliographie, à l'image du projet de recherche qu'elle accompagne, n'est que provisoire. Elle illustre l'état d'avancement de notre recherche et fera nécessairement l'objet d'un enrichissement que le mémoire de D.E.S.S. permettra de constater.

o o o

Note à l'intention des utilisateurs de la bibliographie

-Les notices ont été rédigées conformément à la norme Z 44-005 (Edition décembre 1987).

-A l'intérieur des cadres thématiques précédemment énoncés, les références font l'objet d'un classement alphabétique auteur/collectivité auteur.

-Les titres font l'objet d'une numérotation continue.

-Des références n'ont pu être reconnues et non lues pour des raisons de localisation essentiellement. Elles sont signalées par un astérisque.

LA LECTURE :THEORIES ET PRATIQUES

La pratique des écrits, au centre du projet de développement local qui nous occupe, ne pouvait échapper à notre recherche bibliographique. Le corpus rassemblé ici permet de visualiser l'état de la recherche sociologique, historique et politique dans certains de ses développements précis: pratiques lectorales et réflexions de la société sur la lecture essentiellement.

LA LECTURE EN PRATIQUES

L'étude du Ministère de la culture "les pratiques culturelles des Français"(1;2) constitue un jalon doublement important: elle représente une base de données référentielles sur les pratiques lectorales et a joué un rôle moteur pour une recherche sociologique aux questionnements nouveaux.

En effet la recherche, après s'être interrogée sur l'identification des lecteurs et de leurs lectures (qui lit quoi?) questionne aujourd'hui les manières de lire (comment lit-on ou ne lit-on pas?) par des méthodes nouvelles (entretien, biographie et études qualitatives)(4) qui mettent aussi en évidence la prise des individus dans des systèmes de valeurs interprétatives plus ou moins englobants(4;5).

La lecture est corrélativement énoncée en acte social plus complexe que les autres pratiques culturelles parce que pouvant être indifféremment acte symbolique ou acte fonctionnel sans lien nécessaire entre ces deux facettes(6;7).

Un groupe d'études rassemble des sociologues autour des méthodes et postulats cités. Mûs par la volonté de démontrer le rapport aux écrits de populations pour lesquelles ces démarches "posent problèmes", ils isolent une micro-population assez homogène(8;9;11) ou en acceptent l'hétérogénéité mais l'observent dans un lieu spécifique, observatoire (8;10;12).

Données générales

1-MINISTERE DE LA CULTURE, Service des Etudes et Recherches. Pratiques culturelles des Français, description socio-démographique, évolution 1973-1981. Paris: Dalloz, 1982. 438p.

2-MINISTERE DE LA CULTURE, Service des Etudes et de la prospective. Les pratiques culturelles des Français: 1973-1989. Paris: La Découverte/La Documentation Française, 1990. 285p.

Sociologie de la lecture

3-LEENHARD, Jacques et JOSZA, Pierre. Lire la lecture: essai de sociologie de la lecture. Paris: Le sycomore, 1982. 424p.

Nous importe ici la mise en évidence de systèmes de lecture reposant sur l'ensemble des valeurs d'une société et dépassant les contingences socioculturelles. Le référent choisi est ici celui de la nationalité.

4-POULAIN, Martine dir. Pour une sociologie de la lecture: lec-

tures et lecteurs dans la France contemporaine. Paris:Le Cercle de la Librairie,1988.241p.

Ouvrage collectif majeur centré sur le lecteur qui pose la pierre d'angle de la sociologie:interroger les pratiques lectorales sous l'éclairage qualitatif.Les manières de lire y sont abordées dans un ensemble de représentations définies par l'âge,l'appartenance sociale,le degré de scolarisation...et dans une conception matérielle (circuits d'appropriation du livre,choix et rythmes des lectures...)

5-STAIKER,Ralph C.Les chemins de la lecture.Paris:UNESCO, 1979.151p

Très précocément il est proposé dans ce livre de recourir à des éléments exogènes et conjoncturels pour compléter les données socio-culturelles avancées comme explication de la faible lecture.Démarche innovante que l'on retrouvera dans le courant des années 80.

6-NAFFRECHOUX,Martine.Enquêter sur les lectures.Actes de lecture,1989,n°26,pp76-82.

Apport méthodologique par la réflexion sur les présupposés des enquêtes sur les goûts et préférences de lecture.Parti-pris inverse d'inclure la lecture dans le jeu des contraintes sociales(lecture empêchée,obligatoire ou possible selon les catégories socio-culturelles).

7-PARMENTIER,Patrick.Bon ou mauvais genre:la classification des lectures et classement des lecteurs.Bulletin des Bibliothèques de France,1986,T.32,n°3,pp202-223.

Si la classification des genres littéraires par les lecteurs renvoie à l'appartenance culturelle et au niveau scolaire, chaque genre est cependant soumis à une polarisation:à la fois légitimé,en cours de légitimation et illégitimé selon les groupes.

Pratiques et publics spécifiques

8-BAHLOUL,Joëlle.Lectures précaires:étude sociologique sur les faibles lecteurs.2ème éd..Paris:B.P.I.,1988.127p.

Enquête centrale sur les manières de lire à partir des modes d'investigation énoncés plus haut et fondée sur le parcours biographique.Il s'agit de savoir "comment on devient faible lecteur" en caractérisant les phases déterminantes(point saillant) dans la vie du lecteur.Cette typologie est mise en relation avec des scenari de lecture(croissant,décroissant,stable). Les relations informatives(par voie privée,publique ou anonyme;réseaux de socialisation) et matérielles au livre sont intéressantes en ce qu'elles concernent une population que l'on sait majoritaire et en ce qu'elle démontre que lecture intense et forte socialisation de l'individu sont étroitement corrélées.

9-MAJASTRE,Jean-Olivier.La culture en archipel:pratiques culturelles et modes de vie chez les jeunes en situation

d'apprentissage précaire. Paris:La Documentation Française,1986.212p.

Même méthode sur une population de 18-25ans sans travail et appliqué aux pratiques culturelles(écrire,lire,cinéma,...)et modes de vie.Fait apparaître une culture de repli et de sociabilité restreinte sans espoir de prise sur le social.

10-PERONI,Michel.Histoire de lire:lecture et parcours biographique. Paris:B.P.I.,1988.120p.

Sur des populations en phase de rupture(point saillants de J.Bahloul),retraite et incarcération;détruire l'idée d'un parcours lectoral continu souvent admis.

11-ROBINE,Nicole.Les jeunes travailleurs et la lecture. Paris:La Documentation Française,1984.266p.

Parente de l'étude de Majastre(9);les deux recherches se complètent par la différence des observations parfois.

12-NAFFRECHOUX,Martine.Lire.Enquête sur la pluralité des mondes de la lecture.Thèse Doct.Lettres:Université Paris VIII,1986.353-99p.

Réaffirmant les choix intellectuels déjà énoncés(6), la lecture ,acte social ,est éclairée sous l'angle des usages que le lecteur en fait(réutilisation).Etude de l'offre du livre-marchandise(logique d'accumulation de biens,points de vente...).Les pratiques de lecture proprement dites sont analysées dans un réseau de relations avec d'autres pratiques du lecteur qu'il convient d'expliquer dans son ensemble.

LORSQUE LA LECTURE POSE PROBLEME:L'ILLETTRISME

Lorsque l'étude menée pose la pratique des écrits comme centre et élément d'un paysage local à construire,lecture et écriture doivent être envisagées comme pratiques sociales. On constate alors que le pouvoir et la société s'interrogent sur la lecture dès lors qu'elle devient problématique.C'est donc la mise en évidence de l'illettrisme et de la faible lecture qui font de la lecture un enjeu social conscient.Cette reconnaissance officielle est récente mais possède déjà une histoire internationale(17)déclinée autour de l'économie.En France l'affirmation d'une responsabilité de la société énoncée officiellement en 1982,s'intensifie depuis (13;19;20).Ces contributions ne manquent pas de redéfinir les interrogations intellectuelles et pratiques,l'illettrisme pose aux sociologues (16) et professionnels de la lecture (13;15).

Identification du phénomène

13-DIRECTION DU LIVRE ET DE LA LECTURE.Bibliothèques publiques et illettrisme. Paris:Ministère de la culture,1989.56p.

Collectif avec forte participation du G.P.L.I.;expose l'état des questionnements d'une profession sur un public à conquérir.

14-ESPERANDIEU, Véronique et LION, Antoine. Des illettrés en France: rapport au premier ministre. Paris: La Documentation Française, 1984. 157p. Collection des rapports officiels.

Réalisé en 1983 à la demande du gouvernement français ce rapport témoigne d'une réussite: celle des associations agissant pour faire admettre l'existence, dans un pays scolarisé de longue date, d'une population ne maîtrisant pas suffisamment l'écriture et la lecture pour vivre sans marginalisation subie. Le document reconnaît l'illettrisme, identifie la population concernée, analyse les implications du handicap. Les acteurs sociaux sont appelés à se mobiliser autour de l'action du G.P.L.I. créé à la suite de ce travail.

15-JOHANNOT, Yvonne. Dossier sur l'illettrisme. L'immédiat, 1989, n°2, pp. 33-38; n°3, pp. 37-39; n°4, pp. 61-62.

Présente l'illettrisme dans ses implications sociales et situe les bibliothèques dans l'action collective que doit être la lutte contre l'illettrisme.

16-POULAIN, Martine. L'illettrisme, fausses querelles et vraies questions. Esprit, 1989, n°154, pp. 46-58.

Les sociétés industrialisées définissent aujourd'hui l'illettrisme parce qu'elles mettent en oeuvre de nouvelles compétences. Est ici proposé aux sociologues d'interroger et de mesurer la diversité et l'inégalité des capacités du lire et de l'écrire afin d'éviter l'amalgame de millions d'individus dans un même rapport à l'écrit.

17-VELIS, Jean-Pierre. Lettre d'illettré: nouvelles d'une contrée récemment redécouverte dans les pays industrialisés. Paris: La Documentation Française/UNESCO, 1990. 173p.

Démonstration de l'unité des comportements officiels nationaux dans la progressive apparition et reconnaissance de l'illettrisme toutes deux mues par des dynamiques économiques. Le pouvoir politique (évaluation du coût de l'illettrisme) et les acteurs sociaux (adresse aux entreprises, proposition de produits de formation, vocable d'économie de marché...) déclinent l'"éducation de la deuxième chance" en termes d'efficacité, de productivité...

Discours sur l'illettrisme: le politique et la lecture

18-GATTEGNO, Jean. La politique de la Direction du Livre et de la lecture. In: Pratiques de la lecture sous la direction de R. Chartier. Paris: Rivages, 1985.

19-PINGAUD, Bernard. Le droit de lire: pour une politique coordonnée du développement de la lecture: rapport... s.l.: s.n., 1989. 95p.

Sept années après le premier rapport demandé par la Direction du Livre et de la Lecture qui marquait la préoccupation des autorités pour la lecture et son appréhension comme objet de politique globale, B. Pingaud élargit son propos à la recherche des modalités de coordination des actions menées

ponctuellement en faveur de la lecture. Il met en place les cadres intellectuels d'une coordination (enjeux sociaux, politiques, respect et conditions de liberté individuelle face à la lecture) et envisage des axes pratiques d'action (stratégies envers les faibles ou non lecteurs, amélioration de l'offre traditionnelle, exploration des nouveaux circuits). L'éclairage de la décentralisation clot ce rapport et présente les collectivités locales comme des cadres où inscrire de nouvelles structures (ADELE: Agence pour le Développement de la Lecture).

20 PINGAUD, Bernard et BARREAU, Jean-Claude. Pour une politique nouvelle du livre et de la lecture: rapport de la commission du Livre et de la Lecture. Paris: Dalloz, 1982. 297p.

Se voulant le manifeste du nouveau gouvernement, les bibliothèques et les écoles sont vivement appelées à travailler avec les acteurs sociaux. Le rapport de 1989 confirme cette direction mais bénéficiant des avancées sociologiques en matière d'illettrisme n'en confère plus la totale responsabilité à l'école.

LES LECTURES PRISES EN CHARGE PAR LA SOCIÉTÉ

La reconnaissance officielle et généralisée de la lecture comme enjeu social est récente. L'idée d'un faisceau d'intérêts et d'une responsabilisation de l'ensemble des acteurs de la société civile autour des écrits n'est pourtant pas neuve: elle s'inscrit dans une perspective historique longue (21; 24) et dans une réflexion contemporaine encore marginale (21; 23; 25).

Des propositions de mise en oeuvre destinées aux illettrés (28; 30; 31). Le lecteur pourra s'étonner du recours à un corpus concernant la lecture en pays en voie de développement. Il ne s'agit pas d'assimiler illettrisme et faible pratique lectorale et analphabétisme mais d'exploiter la manière dont sont posés les problèmes. C'est dans les pays en voie de développement que la lecture est associée à la notion de développement local et culturel; c'est là que les populations sont appréhendées dans leur hétérogénéité de pratiques et d'origine sociale, géographique et culturelle; c'est là encore que, eu égard à la faiblesse des moyens, la prise d'initiative par la base et la coordination sont énoncées en conditions nécessaires (26; 27). Autant d'éléments qui président à notre approche théorique du cas bességeois.

Outre l'intérêt méthodologique, nous trouvons dans ces articles des exemples de réalisations (26; 29) que nous prenons comme piste de travail (propositions de récolte de traditions orales, éclatement géographique de petites unités modulaires intégrées au cadre quotidien, moyens techniques de communication...).

Propositions

21-ASSOCIATION FRANÇAISE POUR LA LECTURE. Lire c'est vraiment simple... quand c'est l'affaire de tous. Paris: OCDL, 1982. 141p.

Collectif par lequel les tenants d'une "déscolarisation" de la lecture au sens de généralisation de la présence des écrits et de leur pratiques dans tous

les lieux de la vie quotidienne, s'affirment. S'y ajoute la nécessité d'une responsabilité partagée par tous autour de la lecture perçue comme acte fonctionnel et de pouvoir.

22-CHARTIER, Anne-Marie et HEBRARD, Jean. Discours sur la lecture (1880-1980). Paris: B.P.I., 1989. Troisième partie, première section, chapitre 3, pp. 217-234; Troisième partie, troisième section, chapitres 5 et 6, pp. 375-393.

L'état républicain accapare l'alphabétisation de la société et impose l'idée d'un recours nécessaire et exclusif aux professionnels de l'éducation. Ces pages en illustrent les conséquences: la société contemporaine porte ses problèmes à l'égard de l'écrit au "crédit" de l'école jusqu'au début des années 80.

23-FOUCAMBERT, Jean. Question de lecture. Paris: Ed° Retz/AFL, 1989. 159p.

Collation rétrospective de textes publiés principalement par la voie de circuits courts et émanant depuis 1980 de l'AFL. Le contexte de la décentralisation est affirmé comme l'occasion pour les individus, institutions, associations... de conquérir une responsabilité dans les grands enjeux de la société dont la lecture est un instrument.

24-FURET, François et Ozouf, Jacques. Lire et écrire: l'alphabétisation des Français de Calvin à Jules Ferry. Paris: Ed° de Minuit, 1977. vol. 1, 394p.

Recherche historique éclairant la prise en charge par la société civile de son alphabétisation jusqu'au XIXème s.. Cette alphabétisation enracinée dans les pratiques sociales accepte des cultures diverses et parallèles se cotoyant; l'école de J. Ferry apparaît bien comme un instrument d'unification culturelle et d'imposition d'un modèle culturel majoritaire et dominant.

25-Les Actes de Lecture. J-P. Bénichou, dir de pub.. 1984-1990. Paris: Association Française pour la Lecture.

Réponses en actes

26-AGUDO GUEVARA, Alvaro. Le service des bibliothèques publiques pour les zones populaires en Amérique Latine. Bulletin d'informations de l'Association des Bibliothécaires Français, 1986, n°131, pp. 27-30.

27-AITHNARD, K.M. La bibliothèque, source d'information dans les pays en voie de développement? Bulletin d'information de l'Association des Bibliothécaires Français, 1987, n°137, pp. 39-42.

28-ASTBURY, R. Les bibliothèques publiques du Royaume Uni et les lecteurs "grands commençants". Bull. de l'UNESCO à l'intention des Bibliothèques, 1977, t. 31, pp. 29-38.

Reconnaissance très précoce par les bibliothécaires britanniques de ce que l'on appellera par la suite "illettrisme". Premières réflexions et propositions.

29-CLEMENT, Pierre. Post-alphabétisation et développement endogène. Paris: UNESCO, 1985. 60p. Etudes et Documents d'éducation, n°51.

Le point sur les initiatives, moyens et stratégies mis en oeuvre dans les pays en voie de développement pour enrayer l'analphabétisme de retour.

30-GILLARDIN: Bernard et TABET, Claudie. Retour à la lecture. Lutte contre l'illettrisme: guide pour la formation. Paris: Ed° Retz, 1988. p.

Ensemble de propositions d'actions coordonnées avec les formateurs pour valoriser l'acte de lire auprès de l'illettré. L'importance d'une démarche volontaire et donc consciente est dite.

31-LION, Antoine et MECA, Pedro de (Ed.). Culture et pauvreté: Actes du colloque tenu à la Tourette (l'Arbresle) 13-15 décembre 1985. Paris: la Documentation Française, 1988. Troisième partie, Interventions et pratiques culturelles, pp. 149-225.

Expériences, intervention sur des quartiers où se conjuguent pauvreté, précarité économique et difficultés d'accès aux écrits. Réflexions sur les actions possibles autour des 3 pôles: économie-social-culture.

DECENTRALISATION ET VIE LOCALE

Les lois de décentralisation constituent la rupture majeure que connaissent les collectivités locales. Outre l'octroi par la législation de compétences et d'attribution aux communes (puisqu'elles seules nous préoccupent ici), l'esprit du mouvement décentralisateur introduit la possibilité d'une démocratie participative au quotidien.

LA DECENTRALISATION: INFORMATION, REFLEXIONS

Ont été rassemblées ici des références purement informatives (33;34) d'une part et d'analyse critique d'autre part (32;35;36). Les premières informent sur les étapes de la réforme, les nouvelles attributions conférées aux collectivités territoriales... Les secondes tentent de peser les enjeux, les tensions, de mesurer les réalisations...

32-ABELES, Marc. Les chemins de la décentralisation. Les temps modernes, 1985, n°463. pp.1392-1428.

La décentralisation vue comme une réponse à la crise de l'Etat: réponse technique et organisationnelle mais aussi réponse idéologique. Participation des citoyens électeurs et politisation de la vie municipale sont-elles compatibles avec l'absence de redécoupage territorial?.

33-BAGUENARD, Jean. La décentralisation. Paris: PUF, 1985. 127p.

33-CORAIL, Jean-Louis de (dir.). L'administration territoriale. Paris: la Documentation Française, 1983-1984. Documents d'études; droit administratif n°2.02, n°2.03.

35-FREGE, Xavier. La décentralisation. Paris: Editions La Découverte, 1986. 125p.

La réforme perçue comme la rupture du XXème siècle dans laquelle il faut voir les aspirations, fractures et questionnements de notre société. La décentralisation est évaluée au regard des biais et problèmes de la centralisation; sa construction est montrée comme un travail de longue durée parce qu'accompagné d'une "négociation" entre réseaux et hommes de pouvoir.

36-RONDIN, Jacques. Le sacre des notables: la France en décentralisation. Paris: Fayard, 1985. 332p. L'espace en politique.

L'effet de rupture des lois de 1982 est relativisé puisque la décentralisation s'inscrit dans le temps long (depuis Napoléon). La réforme est étudiée à travers sa traduction dans les faits locaux et les nouveaux acteurs. Une interrogation apparaît: la démocratie locale qui reste à bâtir par les citoyens est-elle en voie de réalisation? Si non, ne court-on pas le risque d'une reféodalisation du pouvoir (élite politique maintenue)?.

DECENTRALISATION ET COLLECTIVITES LOCALES: nouveaux acteurs, nouveaux pouvoirs

La commune, lieu de vie des individus et premier contact

avec le politique, est particulièrement touchée dans son fonctionnement. Les compétences et attributions nouvelles ont réaffirmé l'hétérogénéité des moyens et de la gestion municipale (compétences nouvelles du personnel élu); la détermination variable des associations sur lesquelles reposait l'espoir de la démocratisation au quotidien... Ces deux groupes (élus, acteurs associatifs) cohabitent: conflits, coopération ou même indifférence sont les témoins d'un jeu démocratique amorcé, d'une politisation de la vie locale voulue par les auteurs de la réforme.

37-BOUCHER, Marguerite (dir.) Les collectivités territoriales: communes, département, région. Paris: la Documentation Française, 1989. 80p. Les cahiers français n°239.

38.BROSSIER, Henri. La Thiérache: les associations avec ou contre les élus?. Pour, 1986, mars-mai, n°106.

Illustration d'un engagement des acteurs dans un chantier de développement local dans une région économiquement sinistrée. Est décrit le cheminement pour parvenir à une articulation complémentaire entre élus, associations, professionnels sectoriels, administratifs...

39-GILBERT, Guillaume. Collectivités territoriales et associations. Paris: Economica, 1987. 143p.

Approche juridique des relations entre collectivités locales et associations. La question de l'avenir des 2 instances est posée: séparément elles sont appelées à se maintenir voire se développer; la rencontre de ces 2 acteurs devrait donc se normaliser afin d'atteindre une complémentarité et non un recouvrement des services rendus.

* **40-MENY, Yves.** Les politiques des autorités locales. Traité de Science politique M.Grawitz et J.Leca dir.. Paris: PUF, 1985. pp423-465.

* **41-REYDELLET, Michel.** Le nouveau contrôle des actes des collectivités locales ou la suppression des tutelles. Paris: Economica, 1985. 172 p.

ACTION CULTURELLE ET VIE LOCALE

Expériences et théorisation

Sont ici rassemblés un ensemble d'ouvrages qui se veulent des réflexions et essais de théorisation sur l'action culturelle à l'échelle municipale. Certains s'appuient sur des réalisations ou expériences personnelles, tentent de les rationaliser et d'en extraire les données à prendre invariablement en compte (43;48); d'autres sont de pures constructions intellectuelles et s'intéressent aux enjeux de toute action culturelle (44;49).

L'ensemble de ce corpus affirmant l'importance d'une connaissance documentaire du lieu où s'applique la politique culturelle, nous insérons ici les principales références nous ayant permis d'appréhender les conditions locales précises sur lesquelles nous interviendrons.

42-Actualité Rhone Alpes du livre. Valéro, Lydie dir. de

pub.n°7. Annecy: Office Rhone Alpes du Livre, 1984. 86p.

43-BEAUNEZ, Roger. Politiques culturelles et municipalités: guide pour l'action: recueil d'expériences. Paris: Ed° ouvrières, 1985. 260p.

De cas concrets sont dégagés des éléments intellectuels et pratiques d'une politique culturelle; ils sont ventilés en "ce qui peut être objet de choix" et "poids des réalités". Les choix et objectifs initiaux mènent naturellement à penser les instances et moyens.

44-COLLINET, Jean-François. Politiques culturelles et choix de société. Futuribles, 1978, sept-oct., n°17. pp.517-536.

L'avenir des sociétés industrialisées est lié à l'émergence d'une action culturelle nouvelle depuis la rupture de croissance économique. Les virtualités du changement se situent dans un passage de sociétés fondées sur le quantitatif à la prévalence du qualitatif, dans une transformation du concept de formation des hommes (rompre avec l'étanchéité des périodes de la vie: formation/action/retraite), dans l'acceptation de cultures différentes conjointes.

La stratégie culturelle ne peut que se situer dans le long terme (aider à la construction de mentalités dialogantes) et se fonder sur une élaboration concertée, des actions décentralisées (décentralisation culturelle et non municipalisation de l'action culturelle)

45-Dossier: que sont les villes lectures devenues? Les Actes de Lecture, mars 1990, n°29, pp63-111.

Un an après le lancement d'une idée de Ville Lecture et la diffusion du texte fondateur (charte des Villes-Lecture), l'AFL fait le point. Comptes rendus d'actions, réflexions sur les difficultés à mettre en place des politiques communales de lecture, sur le projet de fédération des villes-lecture... Enregistrement des avancées et des difficultés, le dossier veut permettre de relancer le projet.

46-FOUCAMBERT, Jean. Une charte des villes-lecture... In. Jean FOUCAMBERT. Question de lecture. Paris: Editions Retz/AFL, 1989, pp151-155.

Extrait du texte "charte des villes-lecture" (parus dans les Actes de lecture, juin 1989) qui énonce la particulière adaptation de la commune à mettre en oeuvre une politique de lecture. Celle-ci se donnant pour objet de lutter contre les facteurs de non lecture par des actions concertées dans l'ensemble des lieux du quotidien.

* **47-FRIEDBERG, Erhard et URFALINO, Philippe.** Le jeu du catalogue: contraintes de l'action culturelle dans les villes. Paris: la Documentation Française, 1984. 153p.

48-JEANSON, Francis. L'action culturelle dans la cité. Paris: Seuil, 1973. 249p.

Ouvrage de réflexion a posteriori de la part d'un praticien de l'animation culturelle sur les enjeux et justification d'une politique.

Les effets de la décentralisation n'ont pas vieilli

cet ouvrage pourtant ancien déjà:il se situait à l'époque dans le mouvement de conquête par les villes d'un rôle en matière de culture; d'autre part l'auteur postule la nécessaire adéquation de la politique culturelle au milieu humain et livre des pistes de travail.

49-NOIRIEL, Gérard. Le pont et la porte: les enjeux de la mémoire. Traverses, 1986, janv., n°36. p98-102

Analyse des enjeux de la constitution d'une mémoire populaire et de l'exploitation (commerciale, touristique...) du "folklore", des activités industrielles en train de mourir. Condamnation des actions qui contribuent à couper cette mémoire et ses détenteurs du présent et d'une modernisation.

Les données locales: préalables à l'action culturelle

Données communales

50-Recensement Général de la Population. 1982. INSEE

Données départementales ou régionales

*51-ALIAS, Paule et BILLAUDEL, Michel. Natalité et fécondité en Languedoc Roussillon. Repères pour l'économie Languedoc Roussillon. INSEE, 1985, n°1. pp5-11.

*52-FRANCOIS, Josiane. Alès: une situation difficile. Repères pour l'économie Languedoc Roussillon. INSEE, 1988, n°3. pp15-24.

*53-LE GAL, François. Déplacements journaliers de travail, phénomène important dans le Gard. Repères pour l'économie Languedoc Roussillon. INSEE, 1988, n°1, pp19-22.

*54-Les dossiers de repères. INSEE, Direction régionale de Montpellier. 1984, n°2 et n°9. Montpellier: INSEE, 1984.

*55-Les dossiers de repères. INSEE, Direction régionale de Montpellier. 1988, n°2. Montpellier: INSEE, 1988.



*



* 9 5 7 3 6 7 C *